

TIPASA

# Plusieurs communes se prémunissent contre certains motards

*Il a été constaté que plusieurs communes côtières de la wilaya de Tipasa recourent aux ralentisseurs pour freiner les ardeurs des hordes de motards qui commencent à faire leur apparition en ce début de saison estivale.*

Un élu d'une commune côtière s'explique à ce sujet « nous n'avons jamais refusé d'accueillir des estivants sur nos côtes et sur nos plages. Cependant, nous déplorons que plusieurs jeunes gens à moto investissent nos communes, en prenant nos routes pour des circuits de course. Nous déplorons aussi la survenance de plusieurs accidents graves dus aux vitesses excessives de ces « motards » sur des tronçons souvent exigus, notamment entre Sidi-Ghilès et Damous. Aussi, nous avons décidé de mettre en place des ralentisseurs, communément appelés « dos-d'âne », affirme l'élu d'une

coquette ville touristique. Un résident de cette ville côtière de la wilaya de Tipasa nous dira à ce titre, « ces motards qui roulent à tombeau ouvert sur les tronçons autoroutiers Blida-El Affroun et Bou-Ismaïl-Cherchell ne semblent être freinés, ni par les radars, ni par les limitations de vitesse légales. Ils n'écourent que le vrombissement de leurs grosses cylindrées. C'est suicidaire ! », témoigne ce résident. Plus loin, un autre citoyen de Tipasa préconise plus de rigueur dans le contrôle de ces motos, « il serait peut-être opportun de déclarer une lutte ouverte à ces insensés de la route. Les

conducteurs de motos de 125 CC doivent être appelés à un respect du code de la route, notamment lors des excès de vitesse, les dépassements dangereux, le non-port de casque ». Un témoin du passage de ces hordes de motards s'insurge, « il est malheureux de constater que d'autres types de pseudomotards qui ne sont pas astreints au permis de conduire, utilisent de simples motocyclettes, qui sont enfourchées à deux, sans casques et roulant au maximum de leur vitesse. Lorsque ces motards de circonstance traversent la ville en groupe de 15 ou 20 motocyclettes, on dirait une nuée de sauterelles. Arrêtés au premier barrage, ces jeunes pleurnichent en jurant de ne plus recommencer », martèle notre témoin qui ajoute qu'il « convient

de sensibiliser ces motards sur les risques de telles conduites et des dangers de la route ». En marge de ces assauts des motards, certains automobilistes estiment que « l'installation des dos-d'âne comme obstacles, ne respectant ni la loi, ni l'urbanisme, ni l'esthétique de la ville, n'est pas la solution appropriée contre ces hordes de motards. Il faut sévir et être plus rigoureux lorsqu'ils traversent les villes de nuit, avec leur lot de nuisances sonores en perturbant la quiétude des citoyens ». D'autres automobilistes condamnent ces dos-d'âne, érigés en violation de leurs préoccupations et qui voient leurs véhicules gravement malmenés ou endommagés. D'autres automobilistes avancent leurs propres arguments et

affirment que « ces ralentisseurs sont soumis à l'autorisation préalable du wali et qu'ils doivent s'insérer dans un schéma d'aménagement global et leur choix devra être de dernier recours ». Nos interlocuteurs sont formels et affirment que « la loi impose qu'en agglomération, les ralentisseurs sont interdits sur les voies à grande circulation, dans les virages et à la sortie de ces derniers ». A Cherchell, la proximité d'un port de pêche alimente en gros cordages usagés les quartiers de certaines agglomérations urbaines qui, en dépit des « dos-d'âne », bouclent des voies de part en part à l'aide de ces cordages en guise d'obstacles pour faire ralentir les ardeurs des véhicules. Houari Larbi

AÏN-SOLTANE (AÏN-DEFLA)

# Un groupe d'individus investit le siège de l'APC et prend possession des lieux

*Cela s'est passé jeudi dernier à Aïn-Soltane, le chef-lieu d'une des communes de la daïra de Aïn-Lechiakh. A peine les services administratifs de l'APC ouverts qu'un groupe d'individus ont fait irruption dans le bâtiment, investi le siège, chassé le personnel avant d'occuper les lieux, empêchant ainsi les 24 000 habitants de la commune de profiter des différents services, et ce, durant toute la journée de jeudi.*

Des responsables locaux ont bien tenté de ramener les membres de ce groupe à la raison mais sans résultat. Ce n'est que peu après 17h30 qu'une réunion autour d'une table a pu avoir lieu entre le P/APC et tous les membres du groupe, sous la surveillance d'éléments de la Gendarmerie. Qu'est-ce qui a motivé ce groupe à entreprendre ce « coup de force » ? Qui sont les membres de ce groupe ? Il s'agit en fait de jeunes de la localité qui émargent pour la plupart au « filet social » en effectuant divers travaux, des emplois

précaires, et ce, depuis des années sans voir venir l'espoir d'un emploi stable couronné par un recrutement. L'un des membres, affirmant être diplômé, a exhibé un paquet de photos d'un local à usage commercial dans un état de délabrement total. Tous ont exigé un poste de travail affirmant que des postes avaient été attribués par la wilaya et que le maire ne voulait pas les leur affecter. A ces accusations, le maire a répondu calmement : « Allez à la DAL (Direction des administrations locales), informez-vous si réellement des

postes nous ont été attribués ». Unanimement ils ont refusé d'entreprendre cette démarche, prétextant « on ne nous dira pas la vérité, on ne nous laissera pas entrer à la wilaya, on ne nous recevra pas ». Face à ces allégations, le maire leur a proposé « alors venez avec moi, je vous accompagnerai moi-même », proposition refusée aussi par « débrouillez-vous vous-même pour arracher ces postes ! Nous vous avons élus et si vous n'êtes pas capable de le faire, laissez la place à quelqu'un d'autre ! ». Un autre de renchérir : « Si nous ne les obtenons pas, nous reviendrons, et ce sera pour vous dire Arhal (partez) ». Sûr de lui le maire dira : « Vous savez que notre commune est déficitaire et que nous ne fonctionnons que grâce aux subven-

tions de la wilaya. » Ajoutant « même si des postes nous seront attribués, nous les distribuerons par ordre de mérite comme le stipule le règlement mais en aucun cas à 11 personnes qui usent de violence, car vous n'êtes pas les seuls à les mériter ». A l'occasion, l'élu les informe des projets inscrits sur le territoire de la commune et qui vont générer des postes de travail stables à savoir la réalisation d'un CSP, d'une polyclinique et surtout d'une résidence universitaire de 4 000 lits. « Nous ne pouvons pas encore attendre, nous sommes âgés, nous voulons fonder des familles à l'instar de beaucoup de jeunes, sinon donnez-nous une allocation, une part du pétrole comme nous l'a promis le président de la République. »

La réunion entre le maire et les 11 membres du groupe a pris fin vers 18h30 sans qu'une promesse de remise du siège à l'administration ne soit faite, donc le doute sur sa réouverture au public reste douteuse. Dehors, des habitants n'ont pas manqué d'exprimer leur désapprobation face à ce coup de force « même si la revendication des membres de ce groupe est légitime, le moyen utilisé pénalise les 24 000 habitants de la commune... réclamer des droits en privant des milliers d'autres de leurs droits est injuste, un procédé que personne honnêtement ne peut cautionner... il est temps que le droit des uns finisse là où commence le droit des autres surtout quand les autres sont la majorité », nous ont dit des citoyens. Karim O.